

## La France au rendez-vous des défis énergétiques

Les candidats égrènent leur programme. SARKOZY se trouve soudain « climato sceptique » ; la fin de l'état actionnaire pour JUPPE ; MACRON est en « marche » pour privatiser. Les sociaux libéraux appliquent une transition sans véritable moyens. Et avec des fermetures de centrales (Fessenheim à la suite des thermiques) alors que réduire l'effet de serre nécessite de remplacer une part des fossiles (charbon, gaz et pétrole) par de l'électricité dé-carbonée (nucléaire et renouvelable). Pour les écologistes, c'est la révolution par un changement radical et irréel des modes de vie. Une logique reprise par le candidat MELENCHON. Du passé énergétique faisons table rase.

Cependant l'énergie est un besoin vital et doit être un droit pour tout être humain. Il y a donc incompatibilité entre accès à l'énergie pour tous et marchandisation de l'énergie. Une part croissante devra provenir de ressources renouvelables. Celles non-renouvelables devront être économisées. Des investissements considérables sont à faire pour améliorer l'efficacité dans les transports et dans l'habitat. Et tendre vers une utilisation moins polluante et plus économe des énergies actuelles.

Ayons l'ambition que les entreprises, les centres de recherche, le service public, les ingénieurs, techniciens et ouvriers des industries énergétiques françaises relèvent les défis. Malgré les défauts d'investissements, les dégâts d'une concurrence imposée, le rabotage de leurs statuts, les errements et discordes à l'international, leurs savoir-faire, tant dans le nucléaire que dans les renouvelables, tous deux non émetteurs de CO2, sont reconnus. Il faut d'urgence retrouver les 40 milliards d'euros disparus d'aides au patronat qui n'ont servi ni à l'emploi, ni à l'investissement. Avec les 60 d'exil fiscal, il y a là des fonds à mobiliser afin que l'industrie française retrouve sa place pour contribuer à un monde plus sûr et plus propre où chacun puisse s'éclairer, se chauffer, se connecter. Récupérons aussi les 1000 milliards donnés par la BCE aux financiers car justement l'Europe pour sa modernisation énergétique a besoin de la même somme. Ceux qui s'extasient devant les 600 milliards que va coûter l'incertaine transition allemande, mais qui n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer la prétendue faillite d'EDF et d'AREVA et décrier les fonds (pourtant insuffisants) consacrés à la recherche, tant dans le nucléaire que dans les renouvelables, devraient mettre de l'ordre dans leur pensée et revendiquer avec nous un plan d'épargne et d'investissements pour asseoir cet avantage français, conforter le million d'emplois dans le secteur électrique et gazier, en créer des centaines de milliers d'autres dans le renouvelable. Le pays a les moyens et les talents pour développer un véritable mix énergétique, fondé sur un pôle public rénové, valorisant tous les potentiels.

**Signataires : BASSET Jean-Pierre - BELLAL Amar - CAUVIN Jean-Claude – Denis COHEN - DURAND Denis - FARGIER Jean-Luc - FOULQUIER Luc - GAMA Jean-Michel - GONCALVES Valérie - LE-LANN Eric - PEREYRON Gilles - STARASELSKI Valère - VALETTE Didier – Serge VIDAL - ZANOLIN Ludovic**

Texte intégral disponible sur [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)